

Réforme scolaire: le PQ vole au secours des commissions scolaires anglophones



RÉGYS CARON

Lundi, 21 mars 2016 18:03

MISE à JOUR Lundi, 21 mars 2016 18:03

Le Parti québécois profite de la grogne soulevée par le projet de loi sur la gouvernance scolaire pour voler au secours des commissions scolaires anglophones, a appris *Le Journal*.

«Nous sommes très contents de l'ouverture qu'ils nous démontrent parce que nous sommes une communauté minoritaire et qu'à ce titre, nous avons certains droits», a confié la présidente de la commission scolaire English-Montreal (CSEM), Angela Mancini, qui comparaitra mardi devant la commission parlementaire qui étudie le projet de loi 86.

Les commissions scolaires anglophones comptent sur l'appui du PQ et de la CAQ pour faire échec au projet de loi 86 dont l'objectif est de modifier la composition des conseils de commissaires et d'éliminer, dans certains cas, les élections scolaires. «C'est un projet de loi troublant et antidémocratique; un citoyen pourrait dire à un autre citoyen vous avez droit de vote ou non», s'objecte la présidente.

Les dirigeants des CSEM ont bien apprécié, à l'automne, l'opposition des députés du PQ au projet de loi 72 qui visait à annuler la tenue d'une élection partielle au conseil des commissaires. «Grâce à l'intervention de M. Péladeau et du Parti québécois, nous avons pu tenir notre élection partielle», a confié une source de la CSEM désirent ne pas être identifiée.

«Les anglophones ont des droits constitutionnels»

«C'était le Parti québécois qui défendait la communauté anglophone alors que le Parti libéral allait contre la levée populaire. On a dit au gouvernement, les anglophones ont des droits constitutionnels, vous ne pouvez pas suspendre l'élection d'un des leurs à la commission scolaire», a commenté le député péquiste Alexandre Cloutier.

Les interventions du chef Pierre Karl Péladeau et du député Alexandre Cloutier ont permis aux commissions scolaires English Montreal et Lester-B-Pearson d'être entendues à la commission parlementaire qui étudie le projet de loi 86, a révélé la même source.

MM. Péladeau et Cloutier ont rencontré les dirigeants des deux commissions scolaires en janvier, en même temps que la Commission scolaire de Montréal. Elles ont par la suite été invitées à la commission parlementaire.

Farouchement opposées au projet de loi sur la gouvernance scolaire, les commissions scolaires anglophones se désolent de voir le député libéral David Birnbaum se ranger du côté du

gouvernement. Avant d'être élu député de D'Arcy-McGee, M. Birnbaum était directeur général de l'Association des commissions scolaires anglophones du Québec.

«J'ai de la difficulté à comprendre son positionnement», a dit Angela Mancini.